

Toutes et tous en grève le mardi 18 mars !

Le gouvernement Fillon-Sarkozy a dirigé ses toutes premières attaques contre les secteurs les plus mobilisés et les plus combatifs (énergie, transports). Qu'on ne s'y trompe pas, le but est bien de les affaiblir et de neutraliser l'arme la plus efficace des salarié-e-s : la grève !

La mise en place d'un pseudo « service minimum » dans les écoles est un bon exemple de la démagogie du ministère, qui stigmatise les personnels grévistes alors qu'il se montre incapable d'assurer, par déficit de remplaçants, la continuité du service public le reste de l'année.

Si le ministère veut étouffer toute protestation, c'est bien parce que les raisons de s'opposer aux attaques contre le service public d'éducation et les conditions de travail des personnels n'ont jamais été si nombreuses.

– **Des suppressions massives de postes** (11 200 au niveau national, 777 dans l'académie de Lille, cette année encore la plus touchée) **et un recours systématique aux heures supplémentaires** (3 500 postes transformés en heures sup' au niveau national, plus de 200 dans l'académie !).

– **La précarisation des personnels** : les suppressions de postes entraînent un recours croissant aux moyens provisoires. Les TZR sont eux aussi utilisés comme de simples variables d'ajustement : la décision de fusionner les zones de remplacement (une seule pour toute l'académie dans certaines matières !) à partir de la rentrée 2008 va encore dégrader leurs conditions de travail.

– **Une profonde remise en cause du métier d'enseignant-e** : le rapport de la commission Pochard (février 2008) confirme les orientations dévoilées depuis des années : multiplication des missions, enseignement de plusieurs matières dans le second degré, annualisation du temps de travail, renforcement de la hiérarchie, remise en cause des concours nationaux et recrutement académique, rémunération au « mérite », etc.

– **La suppression de la carte scolaire** : cette mesure renforcera la concurrence et les inégalités entre les établissements en institutionnalisant une école à deux vitesses. La réforme imposée du **bac pro en 3 ans** illustre cette volonté de faire des économies aux dépens des plus fragiles.

– **Des régressions pédagogiques dans le premier degré** (réintroduction de la « morale », diminution des horaires, stigmatisation des élèves en difficulté, etc.), **et le fichage des élèves** (fichier « base-élèves »).

– **Diminution du pouvoir d'achat des salarié-e-s et des retraité-e-s du public comme du privé.**

Ces 20 dernières années, la part des salaires dans les richesses créées a baissé de 10 % au profit du capital et des actionnaires ; le gouvernement a baissé le salaire réel dans la fonction publique (+ 0,8 % - 2,8 % d'inflation = -2 % !) mais s'est empressé d'offrir des cadeaux fiscaux aux plus riches.

Organisons la riposte !

SUD éducation 59/62 estime qu'une grève *catégorielle* n'est pas une réponse adaptée aux réformes, car elles s'inscrivent dans une orientation générale de casse des statuts de la fonction publique, de désengagement de l'État, de l'individualisation des droits des agents.

Seule la construction d'une véritable mobilisation interprofessionnelle est à même de s'opposer au rouleau-compresseur des contre-réformes.

C'est pourquoi SUD éducation 59/62 appelle tous les personnels à se réunir en assemblées générales le 18 mars, afin d'organiser la résistance collective : construisons une véritable mobilisation !

Tou-te-s en grève le 18 mars : luttons pour nos conditions de travail et le service public

A l'appel de l'intersyndicale académique

Manifestation régionale à Lille 14h30 Porte de Paris